

GROUPE MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE ILE-DE-FRANCE



VALÉRIE PÉCRESSE
Présidente du groupe Majorité Présidentielle au Conseil régional d'Ile-de-France

Solidarité avec le Japon

La Région a voté à l'unanimité une aide de 100.000 euros en faveur de la Croix-Rouge. Elle répond ainsi à l'initiative de Valérie Pécresse qui avait demandé à Jean-Paul Huchon de proposer une mesure manifestant la solidarité des Franciliens envers le peuple japonais.



Opération Campus : après des mois de refus, la région va finalement investir aux côtés de l'État dans l'immobilier universitaire

La région a enfin compris qu'elle ne pouvait pas rester en dehors de l'Opération Campus, le grand plan de rénovation de l'immobilier universitaire lancé par le Gouvernement.

Aujourd'hui, notre région est la seule de France à n'avoir pas signé de convention avec l'Etat pour rénover l'immobilier universitaire. Saisissant la main que lui tendait Valérie Pécresse depuis des mois, Jean-Paul Huchon a enfin ouvert la porte à la participation de la région au financement du Campus Condorcet, à Aubervilliers. L'Opération Campus en Ile-de-France, c'est 2 milliards d'euros versés par l'Etat aux universités qui viennent s'ajouter aux 2 milliards d'euros déjà engagés par le Gouvernement pour la rénovation de l'immobilier universitaire. Reste désormais à savoir quel sera l'engagement financier exact de la Région. Si elle faisait comme les autres régions, elle verserait de 500 millions à 1 milliard d'euros : on attend de voir...

SANTÉ

PARIS ET LE DÉSERT MÉDICAL FRANCILIEN



FRÉDÉRIC VALLETOUX Maire de Fontainebleau - Conseiller régional - Président de la fédération hospitalière d'Ile-de-France

La santé en Ile-de-France, c'est encore et toujours Paris et le désert médical francilien. Avec par exemple presque quatre fois moins de médecins par habitant en Seine-et-Marne qu'à Paris, le déséquilibre de l'offre de soins dans la région capitale doit appeler la mobilisation de tous. Le Gouvernement a engagé une réflexion de fond sur ce sujet, et le Président de la République a annoncé en décembre 2010 des mesures concrètes pour lutter contre les déserts médicaux, comme l'instauration d'un statut plus attractif pour les pôles de santé. Les élus locaux sont également de plus en plus nombreux à se mobiliser pour attirer les médecins dans leur commune ou encore pour créer des maisons médicales de proximité.

Alors que l'urgence de la situation ne peut plus échapper à personne, et surtout pas aux franciliens de la grande couronne pour qui trouver un médecin relève de plus en plus du parcours du combattant, la Région doit agir. Tous ces sujets doivent trouver leur place dans la politique régionale. A travers le Projet régional de santé qui va être élaboré pendant cette année, la Région doit prendre en compte cette douloureuse réalité francilienne pour tenter d'y remédier. Par exemple, il manque environ 5 000 infirmières en Ile-de-France et la Région, compétente en la matière depuis 2004, ne s'est toujours pas engagée dans la création d'écoles nouvelles. ■

CARTONROUGE ■ Sécurité dans les transports : la Région doit faire plus !

La Région a décidé de participer, avec la SNCF, au renforcement de la vidéosurveillance sur le Réseau Transilien. Il était temps. Les Verts ont tenté de réduire ce programme de financement à un an au lieu de trois, preuve de leur traditionnelle frilosité sur le sujet. Cela a d'ailleurs donné lieu à de belles passes d'armes avec le Parti socialiste. Cette délibération ne doit pas faire oublier que derrière la résolution affichée, c'est en réalité la réduction des budgets. Créé à l'initiative de la droite, le budget sécurité de la région n'a cessé de chuter ces dernières années : division par 8 en 5 ans. Aujourd'hui, il ne représente plus que 0.07 % du budget régional ! La majorité présidentielle, elle, se mobilise fortement pour assurer votre sécurité. Le Gouvernement vient d'annoncer 300 postes supplémentaires pour la police des transports franciliens (+23 %). Le groupe Majorité présidentielle avait demandé, sans succès, le doublement du budget sécurité et soutient la signature d'un véritable pacte Etat-Région pour renforcer votre sécurité.



...La prochaine commission permanente aura lieu le 19 mai... La prochaine séance plénière aura lieu les 23 et 24 juin.



APPRENTISSAGE

LA RÉGION FREINE QUAND L'ÉTAT ACCÉLÈRE

L'apprentissage est une des premières compétences de la région et un enjeu majeur pour offrir des emplois aux jeunes. L'Etat a annoncé des mesures fortes avec, en particulier, 500 millions d'euros de plus pour l'apprentissage dans le cadre du Grand emprunt. La région a tenté de lui emboîter le pas. Sans succès. Une nouvelle fois elle n'est ni à la hauteur de ses responsabilités ni à la hauteur de ses engagements. Elle avait promis 100.000 apprentis en 2010. Ils n'étaient que 76.000. Elle dit faire de l'apprentissage une de ses priorités. Hors transferts de l'Etat, la région ne met que 0.9 % de son budget (43 millions d'euros) dans l'apprentissage, en recul de 18 % par rapport à 2007. Elle refuse de financer l'ouverture de BTS en apprentissage à Rambouillet et à Longjumeau. La Région ne se soucie pas de l'avenir des jeunes. Sa seule préoccupation est inscrite en toutes lettres

dans ses propres documents : rendre son action plus "visible" et en assurer "une communication plus efficace". C'est pourquoi, elle a refusé les propositions du groupe Majorité présidentielle pour véritablement "booster" l'apprentissage et atteindre 120.000 apprentis dès 2020.

Notre groupe proposait en particulier d'utiliser les 37 millions d'euros des emplois-tremplin – les "emplois-jeunes" de la région – pour doper l'apprentissage. L'idée était simple. Au lieu de financer des emplois occupés par des personnes très qualifiées qui trouveraient facilement à s'insérer sur le marché du travail, le groupe proposait d'aider les jeunes plus en difficultés à suivre une formation de qualité et rémunérée avec toutes les chances de trouver un travail à l'issue de leur formation. Une bonne idée que la Région n'a même pas pris la peine d'étudier. ■

VOTRE QUOTIDIEN ■ Politique sociale de la Région : beaucoup de bruit pour rien

Mais où est donc passé le bouclier social de la Région ? Elle promettait une politique sociale ambitieuse. Résultat : la région affiche de nouvelles mesures mais n'y met pas 1 euro de plus. Première victime : les crèches. En 2005, la Région avait promis de créer 20.000 places d'ici 2010, elle n'en a finalement financé que 4.600. Nous sommes loin du compte et pourtant la région réduit encore ses aides. La réalité de la politique sociale de la région se lit dans les chiffres : tout cumulé, elle ne représente que 1.24 % de son budget ! Drôle de priorité. Une nouvelle fois, un fossé sépare l'affichage et les actes. La meilleure preuve que la politique sociale régionale n'est pas à la hauteur des promesses : l'aile gauche de la majorité régionale a refusé de voter le rapport ! Tout un symbole !

■ Pas de bouclier social non plus pour les personnels de la Région

Le bouclier social de Jean-Paul Huchon n'existe pas plus pour les Franciliens que pour les personnels de la région. En décembre dernier, la Région avait pris l'engagement de revaloriser les primes des personnels des lycées (plus faibles que celles des personnels du siège). Vaine promesse. La majorité régionale, si prompt à donner des leçons en matière sociale, a balayé d'un revers de main l'amendement du groupe Majorité présidentielle demandant que cette revalorisation s'applique immédiatement.

Fonds mondial pour le développement des villes (FMDV) : la majorité se divise

Sorti par la porte, le FMDV a bien failli revenir par la fenêtre. Retirée en extremis de l'ordre du jour en février suite aux critiques du groupe Majorité présidentielle qui pointait l'opacité du dispositif proposé, la création du FMDV est revenue à l'ordre du jour de la séance d'avril. De quoi s'agit-il ?

Le FMDV a pour but d'aider les villes des pays pauvres à monter des projets de développement. L'objectif est louable. Mais faut-il pour cela créer une nouvelle structure, logée à la région, et 6 emplois permanents payés 490.000 euros par an ? Le groupe Majorité présidentielle n'y croit pas. Pas plus que les Verts d'ailleurs. Résultat : le FMDV attendra. L'aide au développement, oui ! Une usine à gaz pour financer des voyages, non !

GRUPE MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE ILE-DE-FRANCE

CONTACTEZ-NOUS

› Par courrier :
Conseil régional d'Ile-de-France
 Groupe Majorité Présidentielle
 57, rue de Babylone
 75007 Paris

› Par mail :
contact@ump-iledefrance.fr

